

<https://www.aefinfo.fr/depeche/710360>

Erwin Canard

5 min read

## Violence à l'école : Je lutterai contre de toutes mes forces, affirme Nicole Belloubet

Après les agressions de collégiens à Montpellier et à Viry-Châtillon ayant entraîné le décès de l'un d'entre eux, Nicole Belloubet explique, dans "Questions politiques" le 7 avril 2024, "qu'on ne peut pas accepter cela. Je lutterai contre de toutes mes forces". Le rapport de la mission diligentée à Montpellier devrait être rendu à la fin de cette semaine ; le plan de "traitement de la radicalisation" à l'école sera lui présenté dans quelques semaines. La ministre émet l'idée que les collégiens déposent leur téléphone à l'entrée quand Gabriel Attal propose des conseils de disciplines en primaire.



Nicole Belloubet, le 7 avril 2024. Capture d'écran France Info

Invitée de "Questions politiques" (*France Info, France Inter et Le Monde*) le 7 avril 2024, Nicole Belloubet s'est longuement exprimée sur les questions de sécurité à l'école, après les agressions de deux collégiens à Montpellier et à Viry-Châtillon ces derniers jours ayant entraîné le décès de l'un d'entre eux ([lire sur AEF info](#)).

"On ne peut pas accepter cela et je lutterai contre de toutes mes forces", affirme la ministre de l'Éducation nationale, qui a "le sentiment d'une violence qui augmente en intensité". La hausse du nombre d'événements violents rendus publics peut aussi s'expliquer par le fait "que nous demandons que nous soient remontés l'ensemble de ces faits pour mieux les connaître, mieux les anticiper et mieux les sanctionner", nuance-t-elle.

Alors que la mission flash de l'IGESR diligentée après les événements à Montpellier doit rendre ses conclusions en fin de semaine, Nicole Belloubet assure : "Nous prendrons les mesures nécessaires : je suis claire et ferme, ma main ne tremblera pas. S'il y a eu des phénomènes de harcèlement, nous sanctionnerons à la hauteur de ces phénomènes".

Le plan "radicalisation" présenté dans quelques semaines

"L'école est à la fois le réceptacle de la violence de la société mais aussi l'antidote", "nous devons à la fois éduquer les élèves pour la partie des apprentissages mais aussi à tout ce qui touche à la fraternité, à la vie en société, au respect", estime la ministre.

Nicole Belloubet rappelle en outre qu'un plan de "traitement de la radicalisation" à l'école sera présenté "dans quelques semaines" ([lire sur AEF info](#)). "L'idée est d'avoir des solutions à trois niveaux selon les élèves que nous avons", explique-t-elle, précisant qu'environ "500 élèves sont suivis" actuellement. La mise en place de "classes spécifiques" est notamment envisagée.

Ce plan, élaboré par les ministères de l'Éducation nationale, de l'Intérieur et de la Justice, devrait aussi comporter une révision de l'échelle des sanctions afin qu'elles soient "plus fortes à l'école quand on ne respecte pas les règles", indique quant à lui Gabriel Attal, dans une interview à la presse quotidienne régionale, le 6 avril.

Le Premier ministre émet également l'idée de mettre en place des conseils de discipline dès la primaire. Il explique par ailleurs qu'il faut "être capable de proposer à chaque fois" une place en internat quand cela est nécessaire.

Les portables interdits en collège ?

Par ailleurs, face à la place prise par les réseaux sociaux dans les phénomènes violents à l'école, Nicole Belloubet met en avant l'idée que les élèves "déposent le téléphone à l'entrée à l'entrée. Est-ce qu'on ne peut pas faire une pause numérique complète pendant les huit heures de collège ? Je demande qu'on travaille sur ce sujet-là, à l'expérimenter".

Enfin, alors que Gabriel Attal, dans son interview à la PQR, explique que "si le gamin part à la dérive et si la famille refuse, il faut que la responsabilité des parents soit engagée", Nicole Belloubet s'interroge : "Je ne sais pas s'il faut sanctionner les parents. Mais, dans le premier degré, est-ce qu'on ne peut pas mieux les associer dans la procédure disciplinaire ?"

## **Groupes au collège : "Je ne laisserai pas le choix"**

Interrogée sur le fait que des équipes pédagogiques pourraient être réticentes à organiser les groupes au collège, Nicole Belloubet se veut ferme : "Je compte beaucoup sur les deux mois qui viennent pour que les choses soient au point" mais, "s'il faut, j'irai moi-même dialoguer avec les équipes enseignantes : je ne leur laisserai pas le choix".

Generated with Reader Mode